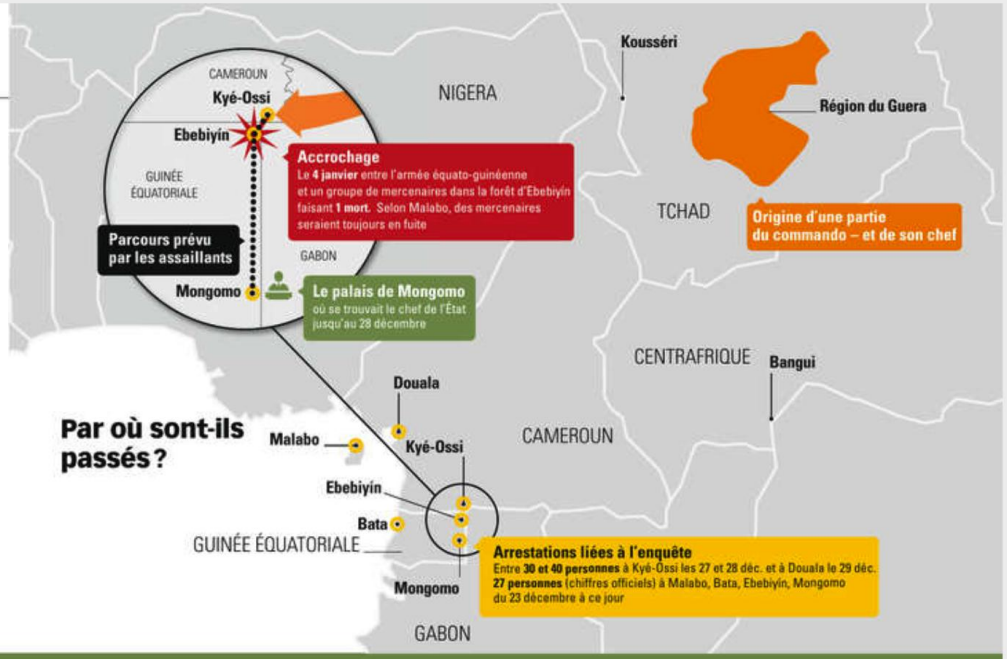
impliqué. Sur l'insistance de l'envoyé spécial de l'ONU pour l'Afrique centrale, François Louncény Fall, qui s'est entretenu plus d'une heure et demie avec le président Obiang Nguema le 8 janvier à Malabo, de nombreux ressortissants tchadiens (des commerçants pour la plupart) ont été relâchés, et le siège du CI levé.

Objectif Teodorín ?

Les objectifs du commando ne sont pas encore connus avec certitude, d'autant que le ministre équato-guinéen des Affaires étrangères, Agapito Mba Mokuy, se refuse à employer l'expression « coup d'État », préférant parler d'« actes de terrorisme international ». Le président Obiang Nguema passait les fêtes à Mongomo dans son palais de Cohete, à une heure du lieu où se préparait l'opération, ce qui a rapidement accrédité la thèse selon laquelle il était bien la cible du commando. D'autres sources ajoutent que la tentation dynastique du chef de l'État, qui n'a pourtant jamais officiellement affiché son intention de passer – ou non – les clés du pays à son fils Teodorín, ne serait pas étrangère à l'affaire. Elle expliquerait la colère de certains jeunes loups du Parti démocratique de Guinée équatoriale (PDGE, au pouvoir). Son secrétaire général, Jerónimo Osa Osa Ecoro, s'est d'ailleurs empressé de publier un communiqué de soutien au président. Une théorie renforcée par les accusations portées contre des membres du parti, dont le fils du ministre de l'Intérieur, Ruben Clemente Nguema, président de la cour provinciale de Bata, et par l'arrestation de l'ambassadeur au Tchad et ancien secrétaire d'État à la Sécurité nationale, Enrique Nsue Anguesomo. Pour le chef de l'État, la procédure des « biens mal acquis » menée à Paris contre son fils constitue une autre preuve qu'un complot est ourdi pour faire tomber ce dernier.

Pour le chef de l'État, c'est son fils qui est visé. La preuve : le procès des « biens mal acquis ».



Les chiens de guerre

Mahamat Kodo Bani *47 ans, tchadien*

C'est la figure centrale des mercenaires arrêtés au Cameroun. Mais qui est-il ? Contacté par *Jeune Afrique*, le ministre des Affaires étrangères tchadien, Mahamat Chérif Zène, préfère ne pas s'étendre sur son compatriote et se borne à nier l'appartenance passée de l'homme à l'armée de son pays. « Il n'a jamais été ne serait-ce qu'un officier subalterne et se faisait sans doute appeler général pour promouvoir ses activités de mercenaire », nous déclare-t-il.

Selon plusieurs sources concordantes, les faits sont pourtant tout autres. Mahamat Kodo Bani s'illustre ainsi au Darfour au sein du Mouvement patriotique de salut (MPS), à la fin des années 1980. Né en 1970 dans la région du Guera, il n'a pas encore 20 ans, et c'est à la faveur de la victoire du MPS face au régime de Hissène Habré, en 1990, qu'il rentre dans le rang. Idriss Déby Itno construit alors une « garde présidentielle » disparate, incorporant les anciens rebelles dans plusieurs unités commandées par le chef d'état-major Daoud Soumaïn, lui aussi originaire du Guera et dont il est proche, jusqu'à sa mort en 2008. Mahamat Kodo Bani y accède au grade de commandant, y est envisagé comme général (l'acte ne sera en réalité jamais signé) et y sert jusqu'en 2003.

MERCENAIRE. Emprisonné à la suite d'une condamnation dans une affaire financière, il rebondit ensuite au sein de la Garde nationale nomade du Tchad du général Mahamat Saleh. Le Hadjerai, qui a entretemps participé à la prise de pouvoir de François Bozizé en Centrafrique, se rapproche alors peu à peu des opposants des Forces unies pour le changement (FUC, créées en 2005) de Mohammed Nour Abdelkerim et finit par faire défection, intégrant le regroupement rebelle de l'Union des forces pour la démocratie et le développement (UFDD, 2006) puis l'Union des forces pour le changement et la démocratie (UFCD, 2008) et l'Union des forces pour la résistance (UFR, 2009). Avec ces groupes, Mahamat Kodo Bani participe notamment à l'attaque de N'Djamena en 2008, lorsque les rebelles parviennent à menacer le palais présidentiel d'Idriss Déby Itno – en vain.

Défait, Mahamat Kodo Bani est incarcéré de 2010 à 2013. Une fois libéré, il multiplie ses missions de mercenaire, en particulier en Centrafrique aux côtés de la Séléka, notamment lors de la prise de pouvoir de Michel Djotodia en 2013. Les autorités tchadiennes affirment dès lors avoir perdu sa trace, bien qu'un passeport à son nom soit émis par N'Djamena en 2016, le qualifiant étrangement d'« informaticien ». Il avait tout de même été aperçu une dernière fois au Tchad en septembre 2017. Arrêté à Douala le 29 décembre, Mahamat Kodo Bani serait détenu à Yaoundé, dans l'enceinte du Groupement spécial des opérations.

DR

Laban Obama Abesso *63 ans, équato-guinéen*

Il est le principal ressortissant équato-guinéen parmi les mercenaires interpellés au Cameroun. Ancien militaire, le sergent Laban Obama Abesso aurait déserté en 1983, à la suite d'un coup de force tenté contre la transmission du pouvoir aux autorités civiles. On retrouve ensuite sa trace aux États-Unis, où il s'est exilé. Selon un document de voyage américain qui lui confère le statut de réfugié, il y est aujourd'hui « résident permanent » et dispose d'un visa à entrées multiples, pour « visite familiale », qui lui a permis de rentrer sur le territoire camerounais, via l'aéroport de Douala, le 2 décembre. Selon nos sources, il serait un proche d'Enrique Nsue Anguesomo, ambassadeur de Guinée équatoriale au Tchad interpellé à Ebebiyin le 30 décembre, et de Hamed « Dada » Yalo, mercenaire centrafricain arrêté à Kyé-Ossi et entré au Cameroun via Douala. Le 27 décembre, le sergent Abesso est arrêté à Kyé-Ossi. Selon une source à Malabo, il affirme aujourd'hui avoir voulu se rendre dans la région d'Ebebiyin, dont il est originaire, pour visiter sa mère malade.

DR

DR

Hamed « Dada » Yalo *35 ans, centrafricain*

Au nombre des interpellés du 27 décembre au Cameroun, il attire l'attention. Hamed Yalo, surnommé Dada, est le frère de Sani Yalo, un proche du président Faustin-Archange Touadéra (dont il a soutenu financièrement la campagne). Cette famille haoussa est bien connue à Bangui. Ses membres ont toujours gravité autour du pouvoir. Selon certaines sources en Centrafrique, les Yalo, dont la mère est tchadienne, auraient d'ailleurs parfois servi d'intermédiaires entre le président tchadien Idriss Déby Itno et son futur homologue centrafricain François Bozizé au début des années 2000. « Dada » est envoyé au Tchad en formation à l'école des officiers en 2011, au sein du dernier contingent de Centrafricains ayant fait ses classes à N'Djamena. Il y réside jusqu'en 2014. Mais, entre-temps, Bozizé est tombé. Sa formation achevée, Hamed s'envole donc pour la France, où il aurait obtenu le statut de réfugié. Il s'établit dans les Hauts-de-Seine, tout comme sa sœur Hawa, ce qui ne l'empêche pas de se rendre régulièrement au Tchad et au Cameroun. C'est en France, où il aurait eu des ennuis judiciaires pour escroquerie, que ce mercenaire est associé à l'affaire. Il reçoit une forte somme avant de se rendre au Cameroun, à Douala, fin 2017, d'où il dépêche un émissaire pour recruter une équipe à Bangui. Ces mercenaires le rejoignent ensuite dans la capitale économique. Ils se rendent à Kyé-Ossi, où ils seront arrêtés en possession d'un gros montant. Ironie de l'histoire, son propre frère, Sani, affirme avoir participé à sa dénonciation. « Nous avons été informés que des Centrafricains étaient impliqués dans une tentative de déstabilisation. Nous avons donc prévenu les autorités des pays concernés, le Cameroun et la Guinée équatoriale. Si mon frère est un terroriste, il faut le traiter comme tel. Je n'ai pas d'états d'âme », raconte-t-il à JA. Sani Yalo a-t-il réellement prévenu les services camerounais ? Cherche-t-il à se dédouaner ou à protéger ses connexions au Cameroun, où il est bien implanté ? Sa famille est en tout cas au centre des investigations menées en Guinée équatoriale.